



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/AC.86/52
9 mars 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ DES DEMANDES DE RÉFORMATION DE
JUGEMENTS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF
Quarante-deuxième session
Demande No 88

JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF NO 606 : PARAISO CONTRE
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Rapport du Comité

Rapporteur : M. Michael Wood (Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord)

INTRODUCTION

1. A sa quarante-deuxième session, le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif, créé en application de l'article 11 du statut du Tribunal administratif, a examiné la demande de réformation du jugement No 606 du Tribunal administratif présentée par M. Paraiso - Paraiso c. le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Comité s'est réuni le 28 février 1994.

I. COMPOSITION DU COMITÉ ET ORGANISATION DE LA SESSION

3. Le Comité, aux termes du paragraphe 4 de l'article 11 du statut du Tribunal administratif, est composé des États Membres représentés au bureau de la dernière en date des sessions ordinaires de l'Assemblée générale (quarante-huitième session), à savoir, actuellement, les États suivants : Algérie, Allemagne, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Canada, Chine, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Grenade, Guatemala, Guyana, Inde, Iran (République islamique d'), Libéria, Liechtenstein, Pakistan, Pologne, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Sri Lanka, Uruguay, Zaïre et Zambie.

4. A sa 1re séance, le 28 février 1994, le Comité a élu le bureau ci-après :

Président : Mme Maria del Lujan Flores (Uruguay)

Rapporteur : M. Michael Wood (Royaume-Uni)

II. DEMANDE DE RÉFORMATION SOUMISE AU COMITÉ ET EXAMEN
DE CETTE DEMANDE

5. Le 30 septembre 1993, le Comité a reçu de M. Paraiso, par l'intermédiaire de son secrétaire, une demande de réformation du jugement No 606 rendu par le Tribunal administratif des Nations Unies le 30 juin 1994 dans l'affaire Paraiso c. le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La demande de M. Paraiso n'était pas conforme aux dispositions énoncées au paragraphe 2 de l'article II du règlement intérieur du Comité. En conséquence, comme prévu au paragraphe 2 de l'article III du règlement intérieur du Comité, le 23 octobre 1993, la demande a été retournée à M. Paraiso et celui-ci a été prié de la rectifier et de la soumettre de nouveau dans les trois semaines suivant la date à laquelle elle avait été retournée. Une demande rectifiée de M. Paraiso, datée du 12 novembre 1993, a été reçue par le Secrétaire du Comité le 15 novembre 1993. En application du paragraphe 1 de l'article III du règlement intérieur du Comité, la demande, qui avait été soumise en anglais, a été traduite dans les autres langues de l'Assemblée générale. Elle a ensuite, le 20 janvier 1994, en application de la même disposition, été communiquée sous la cote A/AC.86/R.253 à tous les membres du Comité ainsi qu'aux parties à la procédure devant le Tribunal administratif, accompagnée d'un exemplaire du jugement du Tribunal administratif (AT/DEC/606).

6. Les observations écrites présentées par le défendeur au sujet de la demande de M. Paraiso, conformément au paragraphe 1 de l'article V du règlement intérieur du Comité, ont été distribuées à tous les membres du Comité sous la cote A/AC.86/R.254.

7. Le Comité a examiné la demande de M. Paraiso à huis clos le 28 février 1994.

8. Le Comité a décidé, sans procéder à un vote, que la demande ne reposait pas sur des bases sérieuses, au sens de l'article 11 du statut du Tribunal administratif, et a donc conclu qu'il n'y avait pas lieu de prier la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur le jugement No 606 rendu par le Tribunal administratif dans l'affaire Paraiso c. le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

9. Conformément au paragraphe 4 de l'article VIII du règlement intérieur du Comité, les décisions du Comité concernant la demande présentée par M. Paraiso ont été officiellement annoncées par le Président à la séance publique tenue par le Comité le 28 février 1994.

10. Lors de la séance à huis clos tenue par le Comité le 28 février 1994, le Président a informé ses membres, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Questions diverses", de l'échange de correspondances auquel avait donné lieu l'affaire de M. Abbassène et expliqué les raisons pour lesquelles le Comité n'avait pas été saisi de cette affaire. Sur la suggestion du Président, le Comité a décidé de prendre note des informations concernant l'affaire de M. Abbassène.
